l'Etat sur les avances consenties par l'union des docks-silos coopératifs agricoles du Maroc et aux coopératives indigènes agricoles, ainsi que le montant de l'avance par quintal donné en gage (B. O. du 23 juin 1950).

Arrêté viziriel du 13 mai 1950 modifiant l'organisation de la société indigène de prévoyance de Salé-banlieue (B. O. du 23 juin 1950).

Arrêté viziriel du 13 mai 1950 modifiant la composition de la société indigène de prévoyance de Taroudant (B. O. du 23 juin 1950).

Arrêté viziriel du 13 mai 1950 portant réorganisation de la société indigène de prévoyance des Aït-Ourir (B. O. du 23 juin 1950).

Arrêté viziriel du 13 mai 1950 portant réorganisation de la société indigène de prévoyance du territoire du Tafilalet (B. O. du 23 juin 1950).

Arrêté viziriel du 13 mai 1950 modifiant l'organisation de la société indigène de prévoyance du Moyen-Ouerrha (B. O. du 23 juin 1950).

Arrêté résidentiel du 12 juin 1950 étendant au warrantage des produits de la récolte de 1950 les dispositions du dahir du 7 juillet 1942 (B. O. du 23 juin 1950).

lisation dans les formations antituberculeuses provisoires du Protectorat (B. O. du 28 avril 1950).

Arrêté du directeur du travail et des questions sociales du 9 mai 1950 fixant les modalités d'application du repos hebdomadaire dans les boulangeries d'Oujda (B. O. du 26 mai 1950).

Arrêté du directeur de la santé publique et de la famille du 20 avril 1950 fixant le tarif de remboursement des pansements, sérums et produits spéciaux fournis à la consultation des victimes d'accidents du travail (B. O. du 16 juin 1950).

Arrêté du directeur du travail et des questions sociales du 1^{er} juin 1950 modifiant l'arrêté directorial du 6 janvier 1950 fixant le taux du cautionnement à verser par les travailleurs marocains autorisés à quitter le territoire de la zone française du Maroc (B. O. du 16 juin 1950).

Arrêté du directeur du travail et des questions sociales du 12 mai 1950 modifiant l'arrêté du 15 mai 1944 fixant les modalités d'application du repos hebdomadaire dans les salons de coiffure de Casablanca (B. O. du 16 juin 1950).

V. — QUESTIONS SOCIALES

A. — ORGANISATION ET PROTECTION DU TRAVAIL

Arrêté viziriel du 22 mars 1950 relatif au prix de remboursement de la journée d'hospita-

B. — SALAIRES

(Pour mémoire)

CHRISTIANE COMBE.

EVOLUTION DU NOMBRE D'AFFAIRES SOUMISES AUX JURIDICTIONS FRANÇAISES DU MAROC

Nous empruntons à un récent article de Monsieur Jacques Caille (1) les 3 tableaux ci-après qui marquent l'importance de l'augmentation du nombre de litiges soumis aux tribunaux français du Maroc, depuis l'installation, le 15 octobre 1913, de la cour d'appel de Rabat.

Ces chiffres (2), donnés pour 3 époques choisies (1913, inauguration de la justice française au Maroc ;

1938, année normale avant la 2^{me} guerre mondiale ; 1949, dernière année complète de la période actuelle) sont éloquentes par eux-mêmes. S'ils révèlent l'importance de la tâche qui incombe à nos magistrats, en nombre insuffisant, ils permettent aussi d'avoir une idée sur un aspect particulier du développement de ce pays en moins de 40 ans.

DU 15 OCTOBRE 1913 AU 1^{er} OCTOBRE 1914

	Affaires pénales	Affaires civiles et commerciales	Total
A la Cour d'Appel	53	20	73
Au Tribunal de 1 ^{re} Instance de Casablanca	153	653	806
Au Tribunal de 1 ^{re} Instance d'Oujda	87	194	281
Au Tribunal de Paix de Rabat	537	723	1.260
Au Tribunal de Paix de Casablanca	871	1.456	2.327
Au Tribunal de Paix d'Oujda	428	509	937
Au Tribunal de Paix de Safi	103	117	220
Au Tribunal de Paix de Fès	162	282	444

(1) Le développement des juridictions françaises au Maroc, par Jacques Caille, directeur d'études à l'institut des hautes études marocaines, in gazette des tribunaux du Maroc, 25 mai 1950.

(2) Signalons, ainsi que l'indique M. Caille, que dans ces chiffres ne sont pas comprises :
— les affaires administratives et d'immatriculation,
— les ordonnances de référé ou sur requête et les procédures d'exécution.

DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 1938

	Affaires pénales	Affaires civiles, administratives, commerciales et immobilières	Total
A la Cour d'Appel	245	914	1.159
Au Tribunal de 1 ^{re} Instance de Casablanca (le plus chargé)	698	2.187	2.885
Au Tribunal de 1 ^{re} Instance d'Oujda (le moins chargé)	151	486	
Aux tribunaux de Paix de Casablanca (les plus chargés) :			
— Canton nord		4.238	4.238
— Canton sud	6.976		6.976
Au Tribunal de Paix de Mogador (le moins chargé)	231	53	284

DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 1949

	Affaires pénales	Affaires civiles, administratives, commerciales et immobilières	Total
A la Cour d'Appel	356	2.907	3.623
Au Tribunal de 1 ^{re} Instance de Casablanca (le plus chargé)	1.032	4.831	5.863
Au Tribunal de 1 ^{re} Instance d'Oujda (le moins chargé)	298	951	1.249
Aux tribunaux de Paix de Casablanca (les plus chargés) :			
— Canton nord		2.133	2.133
— Canton sud	20.623		20.623
Au Tribunal de Paix de Mogador (le moins chargé)	387	52	439

EXTRAIT DU RAPPORT

**du conseil d'administration de la banque de Paris et des Pays-Bas
à l'assemblée générale ordinaire du 24 avril 1950, sur l'exercice 1949 (1)**

.....
Au courant inflationniste qui a caractérisé l'évolution économique depuis la guerre, s'est opposé par endroits, en 1949, un courant de déflation né à la fin de l'année précédente. Les ralentissements d'activité, accompagnés de chômage, par lesquels s'est manifestée cette tendance nouvelle, n'ont pas empêché 1949 d'être, notamment, une année de progrès pour la production européenne. L'avertissement n'en a pas moins été donné qu'à côté du danger toujours présent de l'inflation pouvait exister désormais le danger contraire, mais non moins sérieux, de la déflation.

Aux *Etats-Unis* la baisse des matières premières, qui avait commencé, en 1948, par les produits agricoles avant de s'étendre à certains secteurs industriels, a gagné, en 1949, la plupart des compartiments encore épargnés et particulièrement celui des métaux non ferreux. Les principales matières premières, à l'exception de la laine et du café, sont maintenant à des cours inférieurs à leur niveau record d'après-guerre. La courbe de l'activité économique, qui avait commencé à s'infléchir à l'automne 1948, a continué à baisser pendant tout le premier semestre 1949, le mouvement s'accélérait même au cours du deuxième trimestre.

(1) N.D.L.R. — Il nous a paru utile de donner à nos lecteurs cet aperçu de l'évolution économique générale et de la situation de l'économie française.

Cependant, grâce à des mesures gouvernementales (soutien des prix agricoles, élargissement des règles de crédit, politique de constructions immobilières) et grâce aussi à la souplesse d'adaptation d'une économie restée encore en grande partie libérale et concurrentielle, la dépression menaçante fut enrayerée au cours du deuxième semestre. L'indice général des prix de gros, qui s'était établi à 165 en moyenne en 1948, sur la base 100 en 1926, descendait à 153 en août, pour se stabiliser, par la suite aux environs de ce chiffre. L'indice de la production industrielle sur la base 100 moyenne des années 1935-39, après être revenu de 195, en novembre 1948, à 161, en juillet 1949, s'améliorait au cours des mois suivants et terminait à 180 en décembre. Le nombre des chômeurs, qui était inférieur à 2 millions pendant le dernier trimestre de 1948, augmentait de façon continue jusqu'en juillet où il dépassait légèrement 4 millions ; il était de 3.500.000 en décembre.

Dès lors, malgré le fléchissement sensible de la première partie de l'année 1949 par rapport au deuxième semestre 1948, et bien que l'indice de la production industrielle ait baissé en moyenne de 8 % d'une année sur l'autre, le recul d'ensemble est resté limité ; la production totale de biens et de services par l'économie américaine, qui a atteint en 1949 une valeur de 259 milliards de dollars, n'a diminué, si l'on tient compte de la baisse des prix, que de 1 % par rapport à 1948.

Il a suffi cependant de ce ralentissement économi-